

# **ECONOMIE GENERALE 2**

**Cours conçu par Mme Faten Meziou et Wassila Fourati**

**université Virtuelle de Tunis**

**2006**

Ce module porte sur les caractéristiques de l'environnement économique national et internationale. Il couvre plus spécifiquement les principaux problèmes économiques ainsi que les spécificités de l'économie internationale. On se concentre sur la compréhension et l'analyse des phénomènes économiques les plus remarquables.

Le module s'adresse d'abord aux étudiants inscrits en deuxième niveau du tronc commun au département administration et Communication. Il s'inscrit dans le programme du diplôme de technicien supérieur en administration et communication. L'étudiant ou l'étudiante devrait avoir une connaissance de base en économie générale, Il a comme préalable le module économie générale 1.

Ce « Guide d'étude » a pour objectif de vous préparer à suivre le cours. Il définit en quelque sorte un mode d'emploi, non seulement pour le matériel didactique du cours, mais aussi pour le cheminement que vous devez adopter et les différentes exigences auxquelles vous devez répondre.

Bonne lecture et bon cours!

## **AVANT PROPOS**

**Les techniciens supérieurs diplômés de l'ISET, doivent être compétents et aussi opérationnels que les entreprises tunisiennes l'exige. Pour cela ils doivent recevoir une formation polyvalente touchant à tous les axes de l'entreprise. Celle-ci opère dans un environnement à multiples dimensions, entre autres la dimension économique : Il se trouve donc impératif de dispenser aux futurs techniciens supérieurs un enseignement d'économie.**

**Ce cours d'économie générale (2) est destiné aux étudiants du deuxième semestre du tronc commun, et plus particulièrement à ceux inscrits au département Administration et Communication.**

**Il s'agit de la suite du cours d'économie générale (1), enseigné pendant le premier semestre : Il complète les connaissances des étudiants et les perfectionne en matière d'économie.**

**Sa structure permet une assimilation facile et progressive des problèmes économiques généraux, d'une part, et des rouages de l'économie internationale, d'autre part.**

**Dans le but de consolider les connaissances déjà acquises, de confronter les éléments du cours à la réalité économique et de tester la capacité d'assimilation et de synthèse chez les étudiants, le cours est renforcé par des lectures d'articles ou de textes, par des auto-évaluations et enrichi par des exemples et des statistiques économiques provenant de différentes sources de données**

**Il est présenté en deux grandes parties, décomposées chacune en un certain nombre de chapitres**

**But : apprendre aux étudiants à observer et à comprendre leur environnement économique sur les deux plans : national et international.**



## **SOMMAIRE**

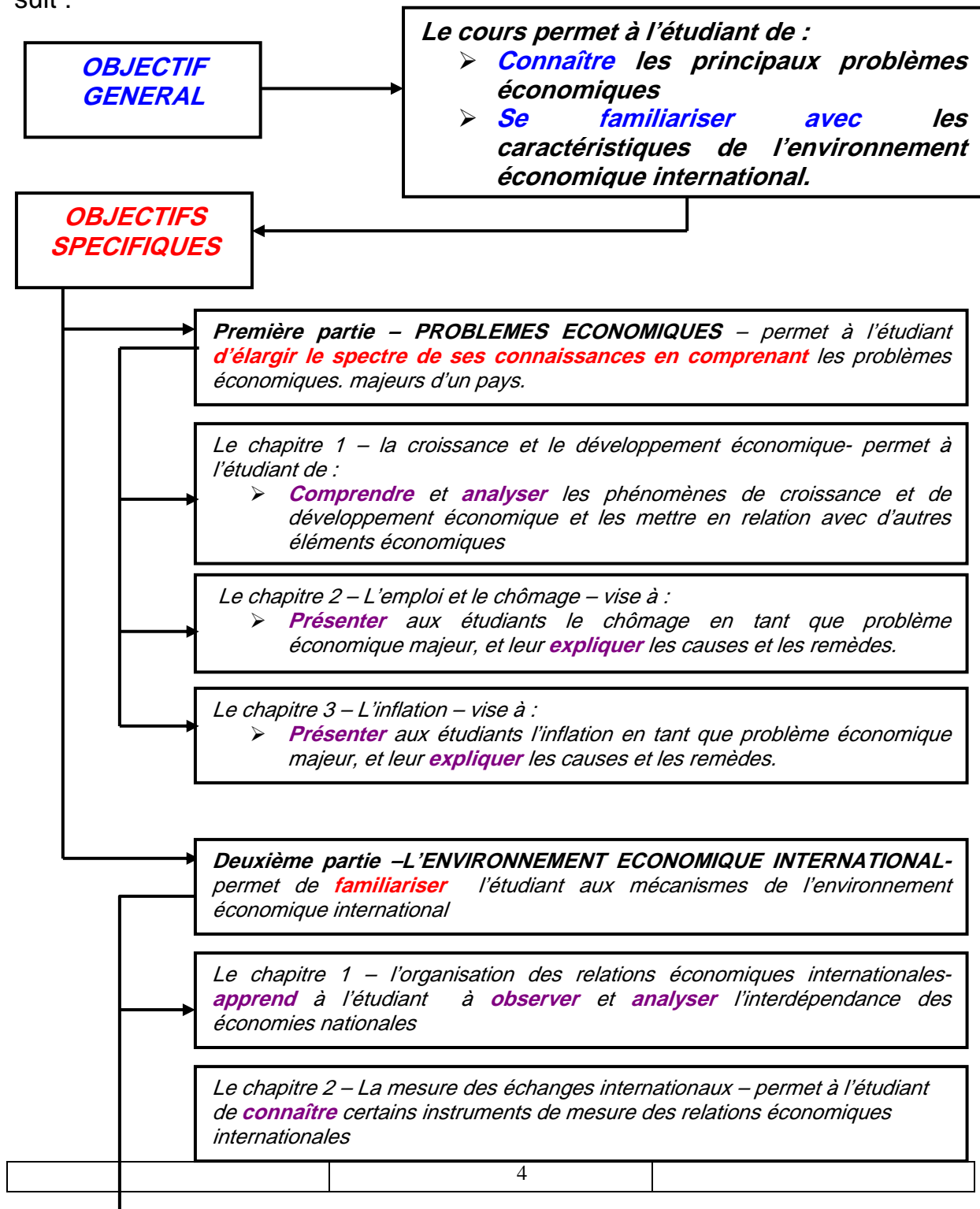
<b>PARTIE 0 : PLAN DU COURS PAR OBJECTIFS .....</b>	<b>4</b>
<b>PREMIERE PARTIE : PROBLEMES ECONOMIQUES .....</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE I : LA CROISSANCE ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES .....</b>	<b>5</b>
INTRODUCTION .....	6
SECTION I : LA CROISSANCE ECONOMIQUE .....	6
<i>A/ Définition et mesure.....</i>	<i>6</i>
➔ <i>Cas de la Tunisie .....</i>	<i>8</i>
<i>B /les facteurs de la croissance .....</i>	<i>9</i>
<i>C/Les étapes de la croissance.....</i>	<i>12</i>
<i>D/Croissance , progrès, expansion et développement.....</i>	<i>13</i>
SECTION II:LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SES INEGALITES	13
<i>A/ Définition et mesure du développement.....</i>	<i>13</i>
<i>B/ Le sous-développement .....</i>	<i>14</i>
<i>C/ Les PVD : du sous-développement au mal-développement.....</i>	<i>15</i>
<i>APPROFONDIR : Textes, art cles et statistiques .....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<b>CHAPITRE II : L'EMPLOI ET LE CHOMAGE .....</b>	<b>19</b>
SECTION I : DEFINITION ET MESURE DU CHOMAGE.....	19
➔ <i>Cas de la Tunisie .....</i>	<i>19</i>
SECTION II: LES EXPLICATIONS DU CHOMAGE .....	20
<i>A/ les explications théoriques.....</i>	<i>20</i>
<i>B/ les explications empiriques.....</i>	<i>21</i>
SECTION III : LA TYPOLOGIE DU CHOMAGE.....	22
SECTION IV: COMMENT LUTTER CONTRE LE CHOMAGE.....	23
<i>A/ La politique libérale.....</i>	<i>23</i>
<i>B/ La politique Keynésienne .....</i>	<i>23</i>
<i>C/ Les réalités de la lutte contre le chômage.....</i>	<i>24</i>
<i>APPROFONDIR : Textes, art cles et statistiques .....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<b>CHAPITRE III : L'INFLATION.....</b>	<b>25</b>
INTRODUCTION .....	25
<i>A/ Définition.....</i>	<i>25</i>
<i>B / Mesure.....</i>	<i>26</i>
➔ <i>Cas de la Tunisie .....</i>	<i>26</i>
<i>C / Formes .....</i>	<i>26</i>
<i>A/L'inflation par les coûts.....</i>	<i>27</i>
<i>B/L'inflation par la demande.....</i>	<i>28</i>

C/L'inflation par la monnaie.....	29
D/L'inflation par les structures économiques et socioculturelles.....	29
SECTION III : LES CONSEQUENCES DE L'INFLATION .....	30
A/ L'inflation et la compétitivité.....	30
B/ L'inflation et la consommation .....	30
C/ L'inflation et la répartition.....	31
D/ L'inflation et la croissance .....	31
E/ L'inflation et le chômage.....	32
SECTION IV : COMMENT LUTTER CONTRE L'INFLATION .....	32
APPROFONDIR : Textes, articles et statistiques .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>DEUXIEME PARTIE : L'ECONOMIE INTERNATIONALE.....</b>	<b>34</b>
<b>CHAPITRE I / L'ORGANISATION DES RELATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES.....</b>	<b>35</b>
INTRODUCTION .....	35
SECTION I : LE LIBRE ECHANGE ET LE PROTECTIONNISME .....	35
A/ Le libre échange .....	35
B / Le protectionnisme .....	37
SECTION II : LE DEVELOPPEMENT DES ECHANGES INTERNATIONAUX .....	40
A / Historique.....	40
B/ le GATT et L'OMC.....	41
C/L'intégration régionale : Entre libre échange et protectionnisme national .....	42
APPROFONDIR : Textes, articles et statistiques .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>CHAPITRE II : LA MESURE DES ECHANGES INTERNATIONAUX.....</b>	<b>44</b>
SECTION I : LA BALANCE DES PAIEMENTS.....	44
A/ Présentation générale.....	44
B/ Interprétation.....	45
3/ La balance des transactions courantes .....	46
SECTION II : QUELQUES INDICATEURS DU COMMERCE EXTERIEUR	46
SECTION III : LE TAUX DE CHANGE .....	47
A/ Définition.....	47
B/ Les variations du taux de change.....	47
APPROFONDIR : Textes, articles et statistiques .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>CHAPITRE III : LA COMPETETIVITE .....</b>	<b>49</b>
SECTION I : DE LA COMPETITIVITE- PRIX... ..	49
A/ La mesure de la compétitivité- prix.....	49
B/ Les déterminants de la compétitivité- prix .....	49
SECTION II : ...A LA COMPETITIVITE STRUCTURELLE .....	50

A/ Les déterminants de la compétitivité structurelle ..... 50  
 B/ Grands choix économiques pour la compétitivité ..... 50  
 APPROFONDIR : Textes, articles et statistiques ..... **Erreur ! Signet non défini.**

## **PARTIE 0 : Plan du cours par objectifs**

L'arbre des objectifs de ce cours d'économie générale<sup>1</sup> se présente comme suit :



Profil : AC, AGP, AQ	<b>Cours d'économie générale</b> 2	Nombre d'heures : 1,5 h / semaine
Option : tronc commun	<b>Niveau 2</b>	Coefficient : 1



→ *Le chapitre 3 – La compétitivité – vise à **expliquer** la compétitivité-prix et la compétitivité structurelle et leur rôle dans la promotion du commerce international*

## **PREMIERE PARTIE : PROBLEMES ECONOMIQUES**

### **CHAPITRE I : LA CROISSANCE ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES**

## INTRODUCTION

Toutes les analyses économiques, se fixent généralement comme objectif fondamental l'amélioration du niveau de vie des individus. La croissance économique peut y contribuer.

En fait le niveau de l'activité économique d'une nation se modifie par la variation des quantités de facteurs de production, mais aussi d'autres variables qui en sont des moteurs. L'activité économique varie aussi en cours d'année en fonction des saisons, des conditions climatiques, comme elle peut parfois, atteindre des niveaux considérables, sans pour autant que ça soit accompagné par un changement dans les conditions de vie de la population.

Comment, donc peut on appréhender la croissance économique, sa mesure et ses facteurs ? en quoi la croissance est elle différente du développement ? et comment peut on expliquer les différences et les inégalités entre les différents pays du monde ?

## SECTION I : LA CROISSANCE ECONOMIQUE

### *A/ Définition et mesure*

#### *1/ Définition*

La croissance économique se définit comme l'accroissement quantitatif de la production nationale selon un rythme soutenu, régulier et en longue période.

La croissance est un objectif recherché par la plupart des économies. Le taux de croissance apparaît chaque année comme un indicateur de réussite ou d'échec pour un pays donné.

#### *2/ Mesure*

➔ La croissance économique est mesurée quantitativement par l'augmentation du PIB (Produit intérieur brut) ou du PNB (Produit national brut).



→ Le PIB comprend l'ensemble des valeurs ajoutées des agents économiques résidants sur le territoire national d'un pays.

La valeur ajoutée étant définie, quant à elle par la différence entre la production et les consommations intermédiaires.

**Exemple1** Soit par exemple une économie où n'existent que deux entreprises, la première produisant du blé (l'agriculteur), et la deuxième produisant du pain (le boulanger). L'agriculteur consomme un quintal de blé (semence...) pour en produire onze quintaux, à 20 Dinars le quintal, tandis que le boulanger produit une tonne de pain valant 360 Dinars, à l'aide d'une tonne de blé. Calculer le PIB de cette économie.

### **Solution**

<b>Agrégats→ Entreprises</b> ↓	<b>PRODUCTION</b>	<b>CONSOMMATION INTERMEDIAIRE</b>	<b>VALEUR AJOUTEE</b>
<b>AGRICULTEUR</b>	<b>11Q.20D = 220D</b>	<b>1Q.20D = 20</b>	<b>220 – 200 = 200 D</b>
<b>BOULANGER</b>	<b>360 D</b>	<b>10Q.20D = 200</b>	<b>360 – 200 = 160 D</b>

Le PIB =  $\Sigma VA = 200 D + 160 D = 360 D$ .

→ Le PNB comprend l'ensemble des valeurs ajoutées des agents économiques de même nationalité, résidants sur le territoire national ou à l'étranger.

D'où PNB = PIB + Transferts extérieurs nets ( exemple :VA des Tunisiens non résidents – VA des étrangers résidents en Tunisie)

Etant l'agrégat le plus aisément estimable, le PIB servira de base pour déterminer le taux de croissance d'une économie.

→ Le taux de croissance correspond au pourcentage d'augmentation de la grandeur économique de référence au cours d'une année.

**Exemple2** Si le PIB d'un pays est passé au cours d'une année de 4000 M u.m à 4200 M u.m, quel sera le taux de croissance ?

**Solution**  $\frac{4200 - 4000}{4000} \cdot 100 = 5 \%$

Dans le calcul du taux de croissance, le produit intérieur brut peut être exprimé aux prix courants ( de l'année considérée) ou aux prix constants (d'une année de base).

**Exemple3** Le PIB aux prix courants de la Tunisie en 1991 a été de 12,131 MD contre 10,990 MD en 1990. Calculons le taux d'accroissement du PIB en 1991 aux prix courants.

$$\text{Soit : } \frac{(\text{PIB 1991} - \text{PIB 1990})}{\text{PIB 1990}} = 10.4 \%$$

➔ Ce taux n'est pas significatif car il comporte des effets de la hausse des prix entre 1990 et 1991. En effet, la croissance économique peut être faussée par l'augmentation des prix. Il nous faut donc le PIB de 1991 aux prix constants de 1990. Les statistiques nous donnent ce PIB 1991 (prix constants de 1990) = 11,375 MD

D'où le taux de croissance, aux prix constants de 1990, devient :

$$\frac{11,375 - 10,990}{10,990} = 3,5 \%$$

La différence :  $10,4 - 3,5 = 6,9 \%$  représente l'effet de l'inflation.

➔ Le calcul des taux de croissance sert à :

\* Comparer les performances d'une nation durant une période donnée : comparaison temporelle.

\* Comparer les performances des pays les uns par rapport aux autres : Comparaison spatiale.

### ➔ Cas de la Tunisie

	<i>En Millions de Dinars</i>	
	Année 2000	Année 2001
PIB aux prix courants	26685,3	28737
PIB aux prix constants de 1990	17181,2	18020,2
Taux de croissance aux prix courants	8,2%	7,7%
Taux de croissance aux prix constants de 1990	4,7%	4,9%

➔ Plusieurs critiques ont été adressées à l'égard du PIB :

---

- ***néglige l'économie souterraine :***

Les activités non déclarées formant le « marché informel», les productions des femmes au foyer et des domestiques, par exemple, ne sont pas prises en considération dans l'évaluation du PIB.

- ***ne comptabilise pas les effets pervers de la croissance :***

Les externalités négatives liées à la production devraient être comptabilisées en moins pour l'évaluation du PIB. Il en sera de même pour les rejets nocifs de l'industrie, etc...

- ***n'indique pas la nature de la production :***

L'évaluation du PIB global ne permet pas de réaliser la nature des biens essentiellement produits : a-t-on favorisé les biens de consommation ou les biens de production ? les biens alimentaires ou les armes ?

- ***I ne permet pas une comparaison réelle entre les pays :***

Comparer le PIB par habitant de deux pays différents suppose qu'avec une unité de deux monnaies de deux différents pays, on peut acquérir la même quantité de biens dans chacun de ces pays, ce qui est absurde. Pour faciliter les comparaisons internationales, l'OCDE (Organisation de la Coopération et du Développement Economique) calcule des PIB exprimés en équivalents de pouvoir d'achat.

- ***ne permet pas une comparaison réelle dans le temps :***

Entre deux années différentes, les prix des biens peuvent subir un phénomène inflationniste (hausse des prix) qui pourrait déformer la variation réelle du PIB. Pour pallier à cela, des évaluations sont faites l'une à prix courants, l'autre à prix constants.

## ***B /les facteurs de la croissance***

Par définition, la croissance économique suppose une augmentation quantitative de la production, laquelle production dépend des facteurs traditionnels : Ressources naturelles, capital et travail(force humaine).

Outre ces facteurs, la croissance économique nécessite, aujourd'hui, d'autres facteurs d'efficacité.

### ***1/ Les facteurs traditionnels\_***

#### ***a/ Les ressources naturelles***

Ces dernières englobent essentiellement

- La terre : les surfaces cultivables (sols), le sous-sol avec ses richesses minérales, les forêts... etc.
-

- 
- Les eaux : eau potable, l'eau pour l'irrigation des plantations... etc.
  - Les métaux : Fer, Or, argent,...
  - Le pétrole, le phosphate, le gaz naturel, ...etc.

### ***b/ La population***

Deux thèses s'opposent quant à la contribution de la population à la croissance économique :

- Une première thèse considère qu'un grand effectif de la population constitue des bouches supplémentaires à nourrir. Ce problème prend davantage d'ampleur dans les pays où les disponibilités alimentaires sont faibles. Dans ces pays, la sécurité alimentaire n'est pas assurée : Ils dépendent de l'étranger dans leur approvisionnement en produits alimentaires. Donc, ***tant qu'une société ne s'est pas libérée de la contrainte alimentaire, l'expansion démographique y retarde la possibilité de décollage économique*** (cas des pays les moins avancés : Angola, Bangladesh, etc...)
- Une deuxième thèse considère, au contraire, qu'une population en expansion représente une source de création de richesses car la population active constitue un facteur de production d'autant plus productif qu'il est formé et qualifié. De plus, cette population représente ***une demande supplémentaire*** pour les productions qui trouvent ainsi des débouchés. Ceci assure au marché national des biens et services une plus grande taille et ***favorise ainsi la croissance de l'offre des entreprises***. Cette thèse s'applique surtout à partir d'un certain niveau de développement économique et social (cas des pays développés) ou encore dans le cas des pays de l'Europe, après la deuxième guerre mondiale.

### ***c/ Le capital***

De tous les facteurs de la croissance, ***le capital est celui dont l'accroissement est le plus rapidement réalisable***. Ceci dépend des possibilités de l'économie de dégager, dans le revenu national, un financement suffisant pour les investissements : Encore faut-il que les circonstances soient favorables à l'investissement : épargne abondante, progrès technique ?

## ***2/ Les facteurs d'efficacité***

Dans un état donné de la technologie, il arrive un moment où le rythme de la croissance économique s'essouffle. Le plafonnement de la production ne

---

---

peut être relevé qu'en améliorant l'efficacité des combinaisons productives. Plusieurs facteurs entrent dans ce cadre : il s'agit essentiellement des facteurs suivants :

### ***a/ Le progrès technique***

ce dernier concerne

- La façon de produire : Il permet un accroissement de la productivité ou des rendements des facteurs
- La nature des produits : il permet essentiellement la production de biens nouveaux assurant une meilleure ou une plus large satisfaction des besoins.

### ***b/ le développement de la connaissance scientifique***

Il est clair que c'est là la source de tout progrès. En particulier, le développement de la fonction Recherche et Développement dans les entreprises et les universités est un moyen très efficace pour la découverte de nouvelles technologies.

### ***c/ l'éducation et la formation***

- L'éducation intervient pour assurer au facteur humain un niveau d'instruction nécessaire à l'adaptation aux techniques modernes.
- La formation assure une qualification minimale aux travailleurs et permet d'entretenir leurs aptitudes professionnelles.

### ***d / Les échanges extérieurs***

L'ouverture sur l'extérieur permet, par le biais des échanges, de bénéficier des progrès réalisés ailleurs (transfert technologique).

La libéralisation des échanges extérieures, permet d'ouvrir de nouvelles débouchées à la production nationale. A ce titre, la croissance des exportations d'un pays devient une condition nécessaire à la croissance.

### ***e/ Un contexte favorable à la croissance***

Un ensemble de facteurs ont en commun de créer une ambiance favorable à la croissance. Ce sont notamment :

- L'innovation et l'esprit d'entreprise : l'innovation est un facteur incontournable de progrès. Elle implique une imagination fertile et des recherches continues. L'esprit d'entreprise est l'aptitude à créer et à
-

---

gérer des entreprises : l'entrepreneur type ne craint pas le risque de perte inhérent à tout projet. Il est fonceur, dynamique et courageux.

- L'épargne : condition nécessaire à la réalisation de l'accumulation du capital.
- La souplesse (flexibilité): elle facilite l'adaptation aux changements qui accompagnent la croissance.

### *C/ Les étapes de la croissance*

C'est dans les travaux de Rostow que l'on trouve de façon très significative l'idée selon laquelle chaque économie passe par cinq étapes successives de croissance économique. Ces cinq étapes peuvent être schématisées comme suit :



---

## *D/Croissance , progrès, expansion et développement*

### *1/ Croissance et expansion*

Alors que la notion de croissance se rapporte à des phénomènes se situant sur les moyens et long terme, celle de l'expansion désigne également une hausse de la production mais dans une vision à court terme et qui peut se réaliser sans changement de structures.

### *2/Croissance et progrès*

Le progrès se définit généralement comme étant un état jugé meilleur par rapport au passé. La notion de progrès économique se définit à la fois par l'idée de croissance (accroissement quantitatif des richesses) et par une meilleure efficacité (productivité, progrès technique, meilleure organisation de la production...).

### *3/ Croissance et développement*

Croissance et développement sont deux notions dépendantes : la croissance mène au développement qui favorise la croissance. Mais une croissance déséquilibrée, ou dont les gains sont mal répartis, ne conduit pas au développement. La croissance est une condition nécessaire mais non suffisante pour le développement : Toute croissance n'est pas profitable.

## **SECTION II:LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SES INEGALITES**

### *A/ Définition et mesure du développement*

**1 /Définition** Si la croissance est un phénomène quantitatif, le développement économique est plutôt un phénomène **qualitatif** qui s'opère par la modification des structures économiques, sociales et mentales.

D'une façon générale, le développement correspond à une évolution durable des mentalités et des structures.

En particulier, le développement exige l'accroissement de la production et une meilleure répartition des revenus.

Donc : Développement = croissance + Une distribution plus égalitaire des revenus grâce à une modification des structures économiques et sociales.

---

---

**2 /Mesure** le niveau de développement (ou de sous-développement ) d'une nation peut être mesuré à l'aide d'une série de critères :

- Le nombre de personnes vivant de l'agriculture (cultures vivrières)
- Le niveau de productivité dans tous les secteurs
- Le niveau de l'industrialisation
- Le niveau de l'emploi (ou du chômage)
- Le niveau du revenu annuel par habitant
- Le niveau de nutrition
- La mortalité infantile
- Les conditions sanitaires et de santé
- Les inégalités sociales
- Le niveau de l'éducation (degré d'alphabétisation ou d'analphabétisme)

### **3 /Indicateurs**

L'indicateur le plus utilisé pour faire des comparaisons internationales, est le PNB / habitant ou le revenu / tête

PNB / habitant = PNB au cours d'une année / Population totale

#### L'indicateur de développement de l'ONU

L'ONU (Organisation des Nations Unies) a établi un indicateur synthétique plus large que le PIB, et qui englobe, outre le PIB, le niveau d'éducation, de santé, de niveau de vie... dont bénéficient en moyenne les habitants d'un pays. Cet indicateur appelé indicateur de développement humain (IDH) permet de formuler une mesure du développement plus complète que le seul PNB par tête.

En Tunisie, l'IDH a progressé de 0.432% durant la période 1960-1992, plaçant notre pays en 4<sup>ème</sup> rang parmi les pays en développement ayant le mieux réussi des programmes de lutte contre la pauvreté et la réalisation du bien-être social.

### **B/ Le sous-développement**

#### **1/ L'apparition du sous-développement**

On a commencé à parler du sous-développement après la seconde guerre mondiale et la décolonisation.

En effet, une notion nouvelle apparue à cette époque, est celle du « **tiers monde** », née pour la première fois en 1952 avec Alfred Sauvy. Le tiers monde serait le troisième monde après le monde développé capitaliste et

---



---

le monde industrialisé socialiste. Cependant, cette notion est dépassée aujourd'hui, spécialement suite à l'effondrement du bloc socialiste.

En réalité, on ne peut définir la notion de sous-développement que par rapport à celle du développement : un retard de développement ou un produit du développement ? Comme il est plus commode de nos jours de parler de comparaison entre Nord développé et Sud en développement, ou encore entre le « centre » représenté par les PDEM (pays développés à économie de marché) et la « périphérie » représentée par les PVD (pays en voie de développement).

## *2/ Les explications théoriques du sous-développement*

Deux explications s'opposent à cet égard :

- ❖ Certains économistes pensent que ***le sous-développement est un simple retard du développement***. Les pays sous-développés n'ont pas commencé au moment opportun, leur processus de développement, ce qui a causé l'avance des autres pays et leurs situations économiques meilleures. Il suffit pour ces pays de suivre une thérapie de croissance et de développement (telles que celle de Rostow), et ce pour rattraper le retard qu'ils ont par rapport aux autres pays.
- ❖ D'autres économistes, affirment, au contraire, que ***le sous-développement est un produit du développement***. En fait, ils pensent que les pays sous-développés ont été exploités et dominés par les autres pays, aujourd'hui développés, et ce à travers la colonisation et les inégalités des échanges internationaux (la DIT du travail privilégie toujours les pays développés au détriment des pays sous-développés, ou encore des pays en voie de développement).

## *C/ Les PVD : du sous-développement au mal-développement*

Aujourd'hui, on ne parle plus de sous-développement : La situation actuelle est très différente de celle du début des années 50, le tiers-monde a éclaté, certains pays semblent se développer alors que d'autres demeurent peu développés, mais ce qui leur semble commun c'est le mal-développement.

### *1/ La notion du sous-développement est à nuancer...*

---

## ***a/ L'éclatement du tiers- monde et la nouvelle structure mondiale***

La notion de tiers- monde n'est plus d'actualité : En effet, Le deuxième monde (le bloc socialiste) n'existe plus, les pays qui composaient le tiers- monde sont maintenant dans des situations très hétérogènes. Il y a, par exemple, de grandes différences entre :

- ❖ ***Les pays en voie de développement*** (PVD) tels que les pays de l'Asie du Sud- Est qui connaît une très forte croissance économique et qui semble se développer grâce à une industrialisation rapide (Corée du Sud par exemple) ou grâce à une transnationalisation qui lui donne un rôle de plate-forme financière et commerciale (par exemple la Singapour). Ces pays forment avec d'autres, tels la Tunisie, La Syrie, Le Brésil:.
- ❖ ***Les pays exportateurs de pétrole*** ( PEP), qui arrivent à réaliser des pas considérables vers la croissance et le développement, grâce uniquement à cette ressource naturelle chère : le pétrole.
- ❖ ***Les pays les moins avancés*** : Les PMA. Tels que les pays de l'Afrique noire dont la plupart des pays n'ont jamais connu d'industrialisation et où les problèmes de sous-nutrition et de mal- nutrition sont extrêmement graves .
- ❖ ***Les pays développés***, créateurs de technologies

## ***b/ Le sous-développement peut il réellement être un retard du développement***

La situation actuelle des pays pauvres est très différente de la situation des pays riches au XVIII<sup>ème</sup> siècle avant leur développement . Par exemple la forte croissance démographique avait favorisé la croissance économique des pays aujourd'hui développés, alors qu'elle constitue, actuellement, un frein de croissance pour les pays pauvres. Le problème de la famine n'était auparavant que conjoncturel (lié aux incidents climatiques ou à la guerre), alors qu' aujourd'hui, il constitue un problème structurel, surtout en Afrique.

Ces constatations nous amènent à conclure que ce que connaissent les pays les moins avancés n'est pas un simple retard de développement.

La notion de sous-développement est à nuancer au profit de celle du mal- développement.

## *2/... Au profit de celle du mal- développement*

Les pays qui ont été classés comme sous- développés, et qui forment aujourd'hui, le bloc des PVD, PEP et PMA, se sont mal développés, pour les raisons suivantes :

### *a/ Des économies mal- développées car désarticulées*

L'économie des pays dits « en voie de développement » est désarticulée : L'économie est **duale** (deux secteurs, l'un moderne et l'autre archaïque) et il n'y a pas d'effets d'entraînement entre les deux secteurs. Ces économies souffrent à la fois de :

- une désarticulation agricole entre les cultures d'exportation généralement modernes et productives et les cultures vivrières qui utilisent des techniques rudimentaires.

- une désarticulation urbaine entre un centre- ville moderne avec des industries parfois performantes, une infrastructure convenable, et une économie rurale à très faible productivité et où s'absentent tous les facteurs de la modernité.

- une désarticulation entre le secteur formel et le secteur informel. (phénomène des souks en Tunisie).

- une désarticulation sociale : les sociétés des PVD sont les plus inégalitaires, la plus grande pauvreté y côtoie souvent la plus grande richesse. La présence et l'extension des bidonvilles, l'importance de l'analphabétisme et de la domesticité témoignent de cet état de fait.

### *b/ Des économies mal- développées car dominées*

Une caractéristique du mal- développement est la domination que les PVD aujourd'hui, pourtant, décolonisés subissent, de la part des pays riches :

- une domination liée à leur endettement : les pays mal- développés sont, pour la plupart, fortement endettés et dépendants vis-à-vis de leurs créanciers.

- une dépendance liée à leurs exportations : les pays d'Asie du Sud- Est, par exemple, connaissent une forte croissance grâce à leurs exportations vers les pays riches et sont donc très sensibles à la conjoncture de ces pays. La dépendance la plus forte est celle des exportateurs de produits de base car la maîtrise des prix leur échappe le plus souvent.

- une domination culturelle et une domination politique dues aux rapports de force mondiaux.

***c / Des économies mal- développées car ne couvrent pas les coûts de l'homme***

Les économies des PVD couvrent plus ou moins les besoins de l'homme, mais aucune ne les couvre parfaitement. Si certains pays ne connaissent plus les problèmes de sous-nutrition et de mal- nutrition, la mortalité infantile y est souvent forte et l'analphabétisme des adultes est élevé.

***Les situations des pays dits « en voie de développement » sont très diverses. Cependant, sans pour autant former un bloc, ils ont tous un développement plus ou moins déséquilibré. Grâce à des stratégies de développement qui semblent plus adaptées, certains pays, semblent être en mesure de sortir de leur mal- développement.***

AUTO-EALUATION

## **CHAPITRE II : L'EMPLOI ET LE CHOMAGE**

### **SECTION I : DEFINITION ET MESURE DU CHOMAGE**

Selon le BIT (bureau international du travail), le chômage se définit statistiquement comme la situation d'une personne sans travail rémunéré, disponible pour occuper un emploi et effectuant une démarche de recherche d'emploi.

D'une manière plus générale, le chômage est défini par les économistes comme *un excédent de main d'œuvre*, c'est à dire une offre supérieure à la demande sur le marché du travail.

Le chômage est un phénomène complexe, ce qui explique la multiplicité des instruments de mesure :

La situation globale de l'emploi est souvent mesurée au travers du *taux de chômage*, défini comme le rapport entre le nombre de chômeurs et la population active (=ensemble des individus déclarant exercer une activité professionnelle, y compris les jeunes en apprentissage et ceux à la recherche d'emploi).

#### **→ Cas de la Tunisie**

En Tunisie le taux de chômage est passé de 15,8% en 1999 à 15,6% en l'an 2000 (source : rapport annuel de la banque central de Tunisie)

Le taux de chômage fournit une moyenne nationale mais n'indique rien quant aux disparités du chômage à l'intérieur du pays (types de chômage) et quant à la durée du chômage.

- ❖ *Le taux de chômage relatif* correspond au rapport entre le taux de chômage d'une catégorie et le taux de chômage national. Si ce rapport est supérieur à l'unité, cela signifie que la catégorie concernée est relativement plus touchée par le chômage que la moyenne nationale. Le taux de chômage relatif peut être calculé selon l'âge, le sexe, la CSP (catégorie socioprofessionnelle), le secteur d'activité ou la région.
- ❖ *l'indicateur « chômage de longue durée »*, défini comme le pourcentage de chômeurs de plus de 12 mois parmi le nombre total de chômeurs, permet de distinguer trois catégories de chômage :

- **le chômage répétitif**: un chômage de courte durée qui se reproduit à plusieurs reprises dans la trajectoire professionnelle de l'individu, ce type de chômage s'observe particulièrement chez les jeunes diplômés.
- **Le chômage de conversion**: il s'agit d'un chômage de longue durée qui débouche ensuite sur un emploi stable.
- **Le chômage d'exclusion**: il s'agit d'un chômage de longue durée qui ne débouche pas sur un emploi stable.

## SECTION II: LES EXPLICATIONS DU CHOMAGE

### *A/ les explications théoriques*

#### *1°/ L'explication de l'école classique*

Selon les classiques, seule l'existence d'**une rigidité institutionnelle des salaires** (SMIG ou SMAG en Tunisie) pourrait causer le sous-emploi de la main d'œuvre, car cette rigidité empêche la baisse du niveau des salaires. Dans cette optique, la solution face au chômage ne peut donc être que la flexibilité des salaires. En fait, l'idée des Classiques est de permettre aux salaires de diminuer pour pouvoir absorber l'excédent de demande d'emploi et d'augmenter pour pouvoir faire face à l'insuffisance de la demande d'emploi.

#### *2°/ L'explication de Keynes*

Pour Keynes, l'entreprise n'embauche de nouveaux travailleurs que si elle prévoit une augmentation de la demande de ses produits. **Le chômage existe quand il y a un déséquilibre sur le marché des biens et services** (surproduction ou sous-consommation relative) qui entraîne une diminution de la production et donc : licenciements . La solution préconisée par Keynes est alors l'intervention de l'Etat par les politiques de relance conjoncturelles, qui ont pour objectif d'augmenter la demande, par suite la production et par suite l'emploi.

#### *3/ La théorie des contrats implicites*

Comme le salarié a une forte aversion pour le risque, l'entreprise lui garantit un salaire fixe et se réserve le droit d'ajuster le niveau de l'emploi en fonction de la conjoncture : il s'agit d'un contrat implicite entre l'employé et l'employeur.

---

#### *4/ La théorie du déséquilibre*

elle tente d'opérer une sorte de conciliation entre les analyses classiques et Keynésiennes du chômage. En fait, cette théorie démontre que les deux types de chômage, keynésien et Classique, peuvent coexister à un moment donné dans un pays : certains secteurs sont en excès d'offre de travail, tandis que d'autres secteurs génèrent un chômage lié aux contraintes qui pèsent sur l'offre (niveau du salaire, conditions du travail...). Dans ce cas on parle de **chômage mixte**.

En pratique, cette théorie montre qu'un secteur peut évoluer d'un type de chômage à un autre, c'est pourquoi elle milite pour des politiques mixtes, axées à la fois sur l'offre et la demande, et différenciées selon le secteur d'activité.

#### *5/ La théorie de la segmentation*

Elle analyse le chômage en termes de sélectivité, et repose sur l'existence de sous- marché du travail. En fait, confrontées à l'incertitude, les entreprises mettent en place une gestion de leur personnel de telle sorte qu'il y ait deux sortes de marchés :

- Un marché primaire regroupant les emplois stables, bien rémunérés, offrant des perspectives de promotion.
- Un marché secondaire défini par des emplois instables et mal rémunérés. Sur ce marché, seraient recrutés les jeunes, les femmes...etc.

#### *B/ les explications empiriques*

Dans la réalité économique le chômage est expliqué par :

##### *1/La croissance et la concurrence international\_*

- **L'insuffisance de la croissance**, est un facteur essentiel, expliquant la diminution des offres d'emploi des entreprises.
- Les PVD (pays en voie développement) et notamment les NPI (nouveau pays industrialisés : Corée du sud, Taiwan, Mexique...) contribuent à l'aide de **coûts de production très faibles** à rendre la concurrence rude dans certains secteurs d'activité (textile, électronique...). En outre, les entreprises des pays développés choisissent parfois de délocaliser leur production ou leur gestion dans des pays à bas coût de main-d'œuvre.

##### *2/ L'évolution démographique\_*

---

L'importance de la population active fait varier la demande d'emplois. Depuis 1975, celle-ci augmente car les enfants du baby - boom arrivent à l'âge de travailler, les femmes sont de plus en plus nombreuses sur le marché du

travail .Ainsi, il faut créer chaque année des emplois supplémentaires uniquement pour absorber le poids des «nouveaux entrants ». Ce solde démographique devrait rester positif jusqu'au début du XXI siècle.

### *3/ L'effet de la technologie*

Le progrès technique a permis de **substituer largement le capital au travail** (y compris dans le secteur tertiaire, avec la Bureautique) . Ceci est globalement un élément d'amélioration, car certaines tâches pénibles sont réalisées par des robots, mais **la main-d'œuvre peu ou pas qualifiée a subi les conséquences de ces restructurations Industrielles.**

Le progrès technologique crée, en nombre insuffisant, de nouveaux emplois, nécessitant une qualification , que les chômeurs ne peuvent pas toujours avoir. En outre, la productivité continue à s'accroître alors que la production est en quasi- stagnation le nombre d'emplois n'augmente pas et les nouveaux arrivants sur le marché du travail ne trouvent pas de place.

### *4/ La nouvelle flexibilité des salaires*

La flexibilité des rémunérations (individualisation des salaires) est devenue **un moyen à double tranchant**: il facilite l'emploi (surtout des jeunes diplômés), comme il peut décourager certains individus à travailler à des salaires inférieurs à ceux de leurs disciples, et les conduit à être en chômage volontaire, à la recherche d'une rémunération meilleure.

## **SECTION III : LA TYPOLOGIE DU CHOMAGE**

Le chômage peut revêtir divers aspects tels que :

### *1°/ Le chômage frictionnel*

Il est dû à l'existence de **délais d'ajustements entre l'offre et la demande de travail**, le taux de ce chômage est réduit à un taux de chômage incompressible (< 5 %).

### *2°/ Le chômage conjoncturel*

Le niveau de l'emploi et celui du chômage sont déterminés en partie par le taux de croissance du PIB( ou encore de la production nationale). Plus le taux de croissance du PIB est élevé, plus les entreprises ont tendance à



---

embaucher pour augmenter leurs capacités de production. ***Un net ralentissement de la croissance du PIB et accompagné par une diminution des emplois***, qui, combinée avec l'augmentation de la population active potentielle due aux arrivées nombreuses de femmes et de jeunes sur le marché du travail, explique la montée du chômage.

### ***3°/ Le chômage structurel***

En dépit d'une création nette d'emplois, le chômage peut subsister. Ce phénomène peut s'expliquer par ***l'inadaptation des structures de qualification***, ce qui ne relève plus de la conjoncture. Dans un contexte de mutations de l'appareil productif, une inadéquation de la qualification des actifs à celle des emplois (renforcée par une mobilité géographique insuffisante) peut rendre impossible l'ajustement entre l'offre et la demande de travail. L'insuffisance du niveau de formation des actifs et/ou leur spécialisation trop étroite, sont responsables de leur inadaptation à des emplois différents et plus qualifiés. Cela met en évidence l'enjeu du système scolaire, puisque les capacités d'adaptation des actifs qui en sortent, en dépendent.

## **SECTION IV: COMMENT LUTTER CONTRE LE CHOMAGE**

### ***A/ La politique libérale***

Qualifiée aussi de ***politique de l'offre***, elle se caractérise par une réduction de l'intervention de l'État dans l'activité économique et par la consécration du rôle majeur de l'entreprise. ***Le retour à l'équilibre sur le marché du travail dépend de la flexibilité à la baisse des salaires.***

En outre, l'amélioration de la compétitivité de l'entreprise, par un allègement des coûts de production (***réduction des charges sociales et fiscales***), favorise la résorption du chômage.

### ***B/ La politique Keynésienne***

Qualifiée aussi de ***politique de la demande***, elle préconise la mise en œuvre de mesures expansionnistes. L'augmentation de la demande globale, et par suite de l'emploi, repose sur:

- une politique budgétaire expansive
- une politique monétaire favorisant l'accès au crédit, en particulier par la baisse des taux d'intérêts.

---

## *C/ Les réalités de la lutte contre le chômage*

Les politiques conjoncturelles mises en œuvre par les gouvernements ont échoué : le chômage devient de plus en plus indépendant du taux de croissance. Aussi, les politiques actuelles de lutte contre ce fléau sont-elles **à la fois conjoncturelles et structurelles**. Elles visent principalement

- **à réduire l'offre de travail** : avancement de l'âge de la retraite, allongement de la durée d'études, multiplication des emplois à temps partiel et des emplois précaires, réduction et partage du temps de travail.
- **à stimuler la demande de travail** : réduction ou suppression temporaire des charges pesant sur les employeurs, déréglementation pour une plus grande flexibilité de l'emploi, aménagement du temps de travail.
- **à relancer l'activité économique** : on stimulant la demande des ménages et en favorisant l'investissement des entreprises.

**Le chômage fait également l'objet d'un traitement social** : création d'emplois temporaires dans le secteur public pour les jeunes sans qualification (travaux d'utilité collective ).

AUTO-EVALUATION

# CHAPITRE III : L'INFLATION

## INTRODUCTION

**« L'inflation est l'œuvre du diable parce qu'elle respecte les apparences et détruit les réalités »**

(André Maurois)

Il est usuel d'appréhender l'inflation comme un mal absolu : il s'agit d'un phénomène qui affecte négativement les principales variables économiques telles que l'exportation, la consommation et la compétitivité.

Pourtant, si l'inflation est un mal, elle ne l'est pas toujours : l'inflation peut opérer une redistribution plus égalitaire des revenus, comme il ne faut pas oublier qu'elle a accompagné des périodes d'essor, telles que les trente glorieuses, tandis que la déflation(≠ inflation) accompagnait la crise de 1929.

Nous allons, justement dans ce chapitre, comprendre l'inflation ainsi que ses différentes origines, et mettre en évidence ses effets et conséquences complexes, aussi bien sur le domaine économique que sociale.

## **SECTION I: L'INFLATION : DEFINITION, MESURE ET FORMES**

### **A/ Définition**

L'inflation est **la hausse durable du niveau général des prix à l'intérieur d'un pays**. Une hausse ponctuelle et localisée des prix, ne peut pas être considérée comme de l'inflation, que si elle se propage à toute l'économie et se poursuit sur la période qui suit : le mouvement de croissance des prix doit être général, concerner les différents secteurs et branches de l'économie et se maintenir dans le temps.

L'inflation doit être distinguée d'autres processus, qui affectent aussi le niveau général des prix :

- **La déflation** : elle exprime la diminution du niveau général des prix et désigne généralement une situation de dépression économique. (exemple : entre 1929 et 1932 le taux de déflation est de 18,5% aux USA et de 17% au Japon)

- **La stagflation** : un concept assez récent qui désigne une accélération de l'inflation conjuguée à une augmentation du taux de chômage.

## B / Mesure

Pour mesurer l'évolution du niveau général des prix, il est nécessaire de disposer d'un indice des prix.

Plus particulièrement, lorsqu'on étudie l'évolution de l'inflation, on se rattache généralement à **un indice des prix à la consommation**, indicateur qui mesure la variation du prix d'un panier de marchandises .

Il faut aussi ajouter que la mesure de l'inflation suppose un année de référence.

Un calcul en moyenne permet de comparer les moyennes annuelles de l'indice (moyenne arithmétique simple des 12 indice mensuels).

**Le taux de variation des prix (taux d'inflation) se définit de la manière suivante :**

$$\frac{\text{Moyenne de l'année (n)} - \text{moyenne de l'année (n-1)}}{\text{moyenne de l'année(n-1)}}$$

### → Cas de la Tunisie

En Tunisie, l'indice des prix à la consommation est établi par l'INS (institut national des statistiques).

	Janvier 2002	Janvier 2001
Taux d'inflation	1,7	3,0

Durant l'an 2000 le taux d'inflation s'est établi en moyenne à 3,1 contre 3,7 prévu pour toute la période du plan.

(sources : site de l'INS et rapport de la banque central de la Tunisie de 2000)

## C / Formes

Nous pouvons, tout d'abord, caractériser l'inflation par son niveau, et on distingue :

- **L'inflation rampante** : dont le taux est relativement faible, mais la hausse des prix est installée.
- **L'inflation galopante** : dont le taux est élevé , mais encore maîtrisable.

- 
- **L'hyperinflation** : elle constitue une hausse exacerbée du niveau général des prix. La limite entre l'inflation et L'hyperinflation est défini, par l'économiste Cagon, par un taux de 50% par mois.

Ensuite, si on caractérise l'inflation par son degré de régularité, on distinguerait :

- **L'inflation d'équilibre** : le taux est constant, l'inflation est installée, mais sans risque d'accélération : tous les agents économiques l'intègrent dans leurs calculs.
- **L'inflation de déséquilibre** : elle est caractérisée par sa volatilité.

Enfin, si on caractérise l'inflation par sa valeur relative, c'est à dire le taux d'inflation dans un pays, en comparaison avec ceux des pays étrangers, on peut déterminer **le différentiel d'inflation**, qui nous informe sur la compétitivité- prix relative du pays en question.

## ***SECTION II: LES ORIGINES DE L'INFLATION***

### ***A/L'inflation par les coûts***

L'inflation par les coûts regroupe plusieurs cas de figure :

#### ***1/ Une augmentation des salaires***

Le facteur travail est rémunéré à sa productivité marginale, en conséquence, si les hausses de salaires sont supérieures aux gains de productivité, la répartition du revenu se modifie en faveur des salaires et au détriment des profits : ce ci peut inciter les entrepreneurs à réagir en augmentant le prix de leurs produits .

***Cette forme d'inflation apparaît comme l'expression d'une lutte entre les salariés et les capitalistes pour le partage de la valeur ajoutée.*** Cette lutte peut déboucher sur une boucle prix/salaires , qui rend l'inflation un problème auto- entretenu : les salariés, par le biais de leurs syndicats, parviennent à obtenir des hausses de salaires, les entrepreneurs réagissent

en augmentant le prix de vente de leurs produits, ce qui incite à nouveau les salariés à se mobiliser pour obtenir de nouvelles augmentations de salaires.

#### ***2/ L'inflation importée***

***L'inflation importée apparaît comme la conséquence d'une augmentation des prix des produits venant de l'extérieur*** et qui affecte le

---

pays par le biais de l'importation. Le choc pétrolier de 1973-74 est l'exemple type de cette inflation importée : le prix du baril de pétrole est multiplié par cinq entre septembre 73 et décembre 74, le pétrole constitue une consommation intermédiaire, les entrepreneurs réagissent en augmentant le prix de leurs produits à base de pétrole.

***L'inflation importée peut également surgir à la suite d'une dévaluation :*** en dévaluant sa monnaie, un pays se voit confronté au renchérissement du prix de ses importations, ce qui peut inciter les entrepreneurs nationaux à relever le prix de leurs produits. En fait, un paradoxe apparaît à cet égard : la dévaluation résulte généralement d'une inflation élevée par rapport à celle des pays étrangers partenaires, alors qu'elle alimente elle-même de nouveau l'inflation, et le pays peut être pris dans un vrai ***cercle vicieux de la dévaluation.***

### ***3/ L'inflation de productivité***

***L'inflation de productivité résulte d'une contradiction entre l'hétérogénéité sectorielle dans les gains de productivité et l'uniformité des hausses des salaires.***

En effet, dans une économie, il existe des secteurs à forts gains de productivité et d'autres à faibles gains de productivité. Cela ne poserait pas de problèmes si l'évolution des rémunérations était fixée selon les performances de chaque secteur. En réalité, les négociations salariales prennent généralement comme référence, les secteurs à forts gains de productivité (tel que le secteur industriel). Cela signifie que dans les secteurs à faible gains de productivité (tel que le secteur de service), les hausses de salaires risquent d'être supérieures aux gains de productivité, ce qui pousserait les entrepreneurs de tels secteurs à rétablir leurs marges en augmentant leurs prix.

### ***B/L'inflation par la demande***

Dans la théorie Keynésienne, l'inflation par la demande surgit lorsque l'économie se trouve en situation de plein –emploi. En effet, tant que l'économie n'a pas atteint le plein –emploi, c'est à dire qu'il existe encore des facteurs de production inutilisés, l'offre est parfaitement élastique : toute augmentation de la demande entraîne un accroissement de la production. Par ailleurs, ***dés lors que les facteurs de production sont pleinement utilisés, toute augmentation de la demande, que l'offre ne peut pas suivre, se traduit par une hausse du niveau général des prix,*** et ce, pour que l'équilibre entre l'offre et la demande se rétablisse.

De plus, l'inflation par la demande, pourrait être le résultat d'un accroissement des salaires entraînant une augmentation de la demande de consommation, comme elle pourrait résulter de la facilité des crédits bancaires et aussi coexister avec un déficit budgétaire de l'Etat (lorsque ce dernier

augment ses dépenses dans le but de distribuer des salaires, ce qui fait augmenter la demande).

### ***C/L'inflation par la monnaie***

Milton Friedman affirme que « ***l'inflation est partout et toujours un phénomène monétaire*** ». En effet, selon les tenants de la théorie quantitative et néo- quantitative, ***l'inflation s'explique par une création excessive de la monnaie.***

L'augmentation de la masse monétaire vise généralement la relance de la demande, et ce, par le biais de l'encouragement des investissements directs ou indirects. Lorsque la masse monétaire augmente, la demande augmente aussi, mais que l'augmentation de la production est inférieure à celle de la monnaie, dans ce cas, il y aurait une hausse des prix qui entraînerait l'inflation. Au cours de la période 1973-1988, il était tout à fait observable qu'il y avait une relation positive entre la croissance de la masse monétaire et le taux d'inflation.

***L'inflation par la monnaie peut aussi résulter d'une monétisation du déficit budgétaire.*** En effet, pour financer son déficit budgétaire, l'Etat peut recourir à trois solutions : Soit en émettant des titres , soit en augmentant le taux d'imposition fiscal, soit aussi de recourir au financement monétaire de son déficit.

### ***D/ L'inflation par les structures économiques et socioculturelles***

#### ***1/ L'inflation par les structures économiques***

- ***L'inflation peut résulter, de nos jours, de la structure oligopolistique des marchés :*** quelques offreurs et un grand nombre de demandeurs, de telle sorte que, par l'effet de leur taille, les entreprises peuvent influencer les prix de marché à la hausse.
- ***Le pouvoir monétaire des banques pourrait aussi entraîner l'inflation :*** par le biais de la création monétaire et donc de l'octroi des crédits, les banques encouragent indirectement la consommation. Si la production n'arrive pas à suivre l'augmentation de la demande, il y aurait hausse des prix et donc inflation.
- ***Le nouvel environnement international peut aussi jouer un rôle dans la création de l'inflation :*** avec l'ouverture sur les marchés extérieurs, la demande envers les produits nationaux pourrait augmenter, entraînant ainsi l'augmentation des prix. De plus, dans une recherche de compétitivité, certains pays recourent à la dévaluation,

---

laquelle dévaluation renchérit les prix à l'importation et entraîne l'augmentation de la demande intérieure et donc l'augmentation des prix nationaux.

## *2/ L'inflation par les structures socioculturelles*

L'apparition des tendances à la consommation dans un but de « **démonstration sociale** » peut entraîner la hausse des prix.

**Les rivalités entre les « groupes sociaux »** dans le partage du « surplus », ou encore de la plus value, fait que certains cherchent à augmenter leurs salaires, alors que d'autres cherchent à augmenter leurs profits en augmentant les prix.

**Certaines anticipations inflationnistes**, de la part des agents économiques, font que ces derniers préfèrent une consommation immédiate plutôt que de consommer ultérieurement avec des prix plus élevés.

## **SECTION III : LES CONSEQUENCES DE L'INFLATION**

L'inflation influe sur l'économie et sur la société. Ses effets sont multiples : elle affecte la compétitivité, la consommation, le chômage, la croissance et la répartition.

### *A/ L'inflation et la compétitivité*

L'existence d'un différentiel d'inflation entre un pays donné et ses partenaires commerciaux, diminue la compétitivité - prix de ce pays. En effet, lorsque les prix nationaux augmentent plus rapidement que ceux des pays étrangers, les produits nationaux ne seront plus aussi compétitifs que leurs similaires étrangers. Mêmes des dévaluations successives ne peuvent pas renverser la tendance.

### *B/ L'inflation et la consommation*

L'inflation peut avoir soit un effet expansif, soit un effet dépressif sur la consommation .

**L'effet dépressif de l'inflation sur la consommation** a été développé par Pigou. Il part de l'idée selon laquelle chaque agent économique souhaite détenir un montant d'encaisse réelles constant. Dans la théorie macro-économique, l'encaisse réelle correspond au rapport  $M/P$ , avec  $M$  la masse monétaire et  $P$  le niveau général des prix. Si les prix augmentent,  $M/P$  diminue. Pour reconstituer son encaisse, l'agent va être amené à diminuer sa consommation.



---

***L'effet expansif de l'inflation sur la consommation*** s'explique par les anticipations. En effet, si les prix augmentent et si l'agent anticipe une accélération de l'inflation, il va avoir tendance à consommer plus, accroissant du même coup le taux d'inflation.

### ***C/ L'inflation et la répartition***

L'inflation entraîne toujours de profondes modifications dans la répartition des revenus : certaines catégories d'agents sont pénalisées par

l'inflation, d'autres au contraire, y gagnent ou ne sont au moins pas affectés par la hausse des prix.

#### **Les agents qui sont pénalisés par l'inflation sont :**

- Les détenteurs de revenus fixes : forme de rémunération qui a été surtout réponde au milieu du XVI<sup>ème</sup> siècle : ceux sont les titulaires de rentes foncières et de redevance féodale en monnaie.
- Les retraités, dont les pensions de vieillesse sont réajustée par période et les salariés dont les contrats de travail sont indexés avec retard.

#### **Les agents qui tirent partie de l'inflation sont :**

- Les agents endettés : en effet, ces agents qui sont amenés à payer des sommes fixes à terme (tels que le remboursement des crédits), continuent à payer les mêmes sommes suivant un taux d'intérêt préalablement fixé, et ne seront donc pas touchés par l'inflation, bien au contraire, ils bénéficient de l'augmentation du niveau des prix, puisque la monnaie perd de sa valeur.
- L'Etat peut aussi bénéficier de l'inflation dans la mesure où la hausse des prix constitue un « impôt indolore ». En effet, l'inflation conduit à un alourdissement de la charge fiscale puisque l'imposition pèse sur le revenu nominal et non sur le revenu réel (pouvoir d'achat).

**Exemple :** Si un individu gagne 200 D, que l'inflation est que le taux d'imposition est de 10%, cela veut dire qu'il paie 20 D d'impôts. si l'inflation passe à 100%, l'individu continue toujours à payer 20 D d'impôt, alors que son revenu réel (son pouvoir d'achat) est passé à 100 D. En effet, l'inflation a entraîné une diminution de la valeur de la monnaie et donc du pouvoir d'achat des agents économiques.

### ***D/ L'inflation et la croissance***

Entre l'inflation et la croissance, il peut y avoir une relation positive ou négative :

***L'inflation est un facteur de croissance*** : dans la mesure où elle contribue à la diminution des taux d'intérêts réels, et favorise ainsi, le recours

à l'endettement des entreprises et des ménages pour financer l'investissement et la consommation. En fait, l'inflation rampante des « trente glorieuses » avait stimulé la croissance économique à cette époque.

En plus, l'inflation est un symptôme de forte croissance : elle apparaît lorsque les capacités de production tournent à plein et que le facteur travail est entièrement mobilisé.

***L'inflation est un frein à la croissance*** : elle dégrade la compétitivité, freine les exportations, crée un climat d'incertitude et diminue le taux d'épargne, ce qui défavorise l'investissement et par suite la production et la croissance.

### ***E/ L'inflation et le chômage***

Phillips a publié en 1958 une étude sur la relation entre le taux de chômage et la variation du salaire nominal en Grande Bretagne de 1861 à 1957. Il a déduit qu'il s'agit d'une ***relation décroissante*** : économiquement, cela signifie que lorsque le taux de chômage est faible, les hausses de salaires sont importantes (et par suite l'inflation est importante), à l'inverse, lorsque le taux de chômage est élevé, les hausses de salaires sont faibles voire négatives (et l'inflation n'est pas importante). Cette relation décroissante peut s'expliquer par le pouvoir de négociation des syndicats: lorsque le chômage est élevé, les syndicats ne peuvent obtenir d'augmentations substantielles des salaires. ( voir TD aux annexes).

## **SECTION IV : COMMENT LUTTER CONTRE L'INFLATION**

La nature des politiques de lutte contre l'inflation dépend du type d'explication de la hausse généralisée et durable des prix.

Des ***politiques conjoncturelles*** pourront être mise en œuvre.

Les politiques conjoncturelles visent à lutter contre des déséquilibres temporaires liés aux fluctuations de l'activité économique.

- Si l'inflation est d'origine monétaire, le remède consiste à limiter la quantité de monnaie, notamment à travers le contrôle des taux d'intérêt.

- Si l'inflation est due à un excès de la demande, les pouvoirs publics peuvent opter pour une politique budgétaire restrictive (réduction des dépenses de l'Etat et/ou augmentation des recettes publiques).
- Si l'inflation provient des coûts de production, le contrôle des prix et la politique des revenus sont les instruments employés.
- Enfin, si l'inflation est structurelle, les politiques mises en œuvre visent à améliorer le fonctionnement du marché, développer la concurrence, agir sur le mode de formation des revenus il s'agit alors de **politiques structurelles** qui visent à agir sur les fondements de l'économie.

## AUTO-EVALUATION

## ***DEUXIEME PARTIE : L'ECONOMIE INTERNATIONALE***

# **CHAPITRE I / L'organisation des relations économiques internationales**

## **INTRODUCTION**

Le commerce international a toujours été considéré comme le moteur de la croissance nationale. Pour les pays riches, il permet d'élever le niveau de vie de leurs habitants, pour les pays pauvres il représente un espoir de décollage et pour toute les nations du monde, il s'avère aujourd'hui, indispensable pour entretenir la prospérité.

En fait, l'étude des relations économiques internationales est à la fois très ancienne et bien développée dans les analyses économiques : Présente déjà avec les Mercantilistes, elle a connu l'essor avec les auteurs Classiques et Néoclassiques, pour constituer de nos jours une branche à part de la science économique.

Dans ce chapitre, nous allons étudier, tout d'abord, d'une manière synthétique, l'évolution théorique des relations économiques internationales, pour en appréhender l'utilité, puis nous donnerons les limites du libre échange.

En second lieu, nous exposerons la théorie du protectionnisme, ainsi que ses avantages et inconvénients, pour arriver, enfin, aux formes actuelles des échanges internationaux en passant par l'OMC, les nouvelles formes du protectionnisme et les groupes régionaux.

## **SECTION I : LE LIBRE ECHANGE ET LE PROTECTIONNISME**

### *A/ Le libre échange*

#### *1/ Les fondateurs du libre échange*

Depuis les Classiques, différentes théories ont été construites pour défendre le libre échange et démontrer l'utilité de l'interdépendance internationale.

En fait, les relations économiques internationales trouvent leur source dans le processus de spécialisation des activités, qui est lui même à l'origine de la division internationale du travail (DIT). Plus généralement les théories de la spécialisation tentent d'expliquer comment et pourquoi s'opère la DIT et quelles en sont les conséquences.

- **Smith** a démontré qu'avec une quantité de travailleurs donnée, il est donc possible d'obtenir, par la spécialisation internationale, une

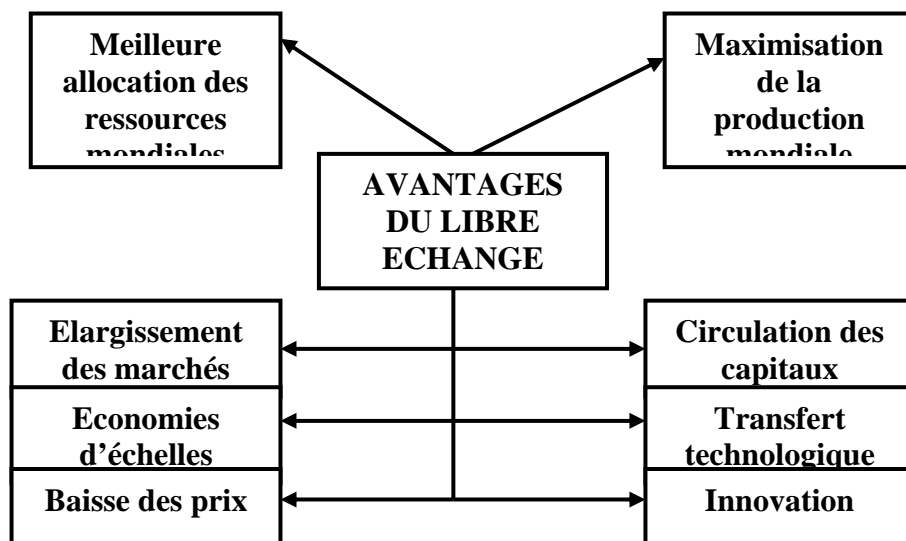
---

production mondiale supérieure à celle obtenue en situation d'autarcie. Smith montre alors que chaque pays a intérêt à se spécialiser dans le bien pour lequel il dispose d'un avantage absolu sur son partenaire

- **Ricardo** montre que chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production pour laquelle il dispose, non d'un avantage absolu, mais d'un avantage comparatif, et que le commerce international est un jeu à somme positive dans lequel les deux parties réalisent un gain par rapport à la situation d'autarcie.
- **Le modèle HOS** montre que , chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production qui utilise le facteur de production dont il est relativement abondant, l'échange est bénéfique pour tous les membres de l'échange dans la mesure où ils arrivent à vendre leurs produits à des prix plus élevés que ceux de la situation d'autarcie.

## 2 /Les avantages du libre échange

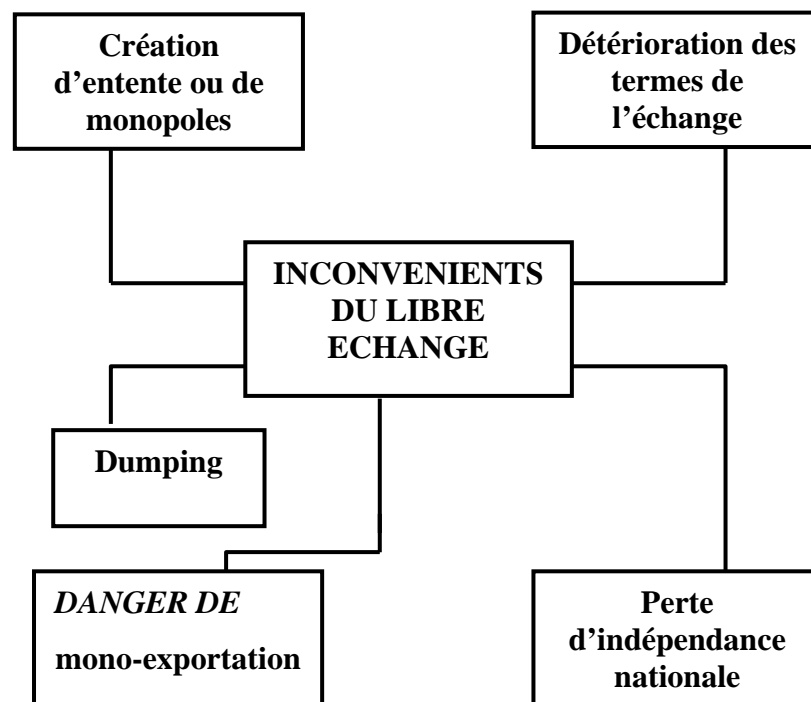
Le libre échange permet, pour les pays qui y adhèrent, une meilleure allocation des ressources, maximise la production mondiale et donc le bien être de tous. De plus le libre échange permet l'élargissement des marchés, la réalisation d'économie d'échelle (l'augmentation des facteurs entraîne une augmentation plus importante de la production ), la transmission de nouvelles idées et connaissances et des progrès technologiques, la circulation internationale des capitaux , la baisse des prix, et ce, en plus du fait que l'accroissement de la concurrence permet l'innovation.



### 3 / Les limites du libre échange

Par le jeu des avantages comparatifs, *l'échange inégal est inévitable*, mais cela n'empêche pas les deux participants, y compris celui qui souffre de l'inégalité, de tirer un certain profit de leurs relations d'échange.

Cependant, la concurrence internationale, surtout en temps de crise, devient tellement dure de telle sorte que l'apparition et l'extension des inégalités de développement entre pays partenaires, révèlent les limites du libre échange.



### B / Le protectionnisme

#### 1/Définition\_

Le protectionnisme consiste, pour un Etat, *à protéger de la concurrence internationale*, soit des activités naissantes jugées prometteuses, soit des activités anciennes en difficulté. Il s'agit d'orienter la

---

demande vers des produits nationaux ce qui suppose ***une limitation des importations.***

## ***2/ Les techniques du protectionnisme***

Pour appliquer le protectionnisme, plusieurs techniques s'offrent aux gouvernements, les principales étant les tarifications douanières et les restrictions quantitatives.

### ***① Le tarif douanier***

C'est la mesure la plus ancienne pour limiter les importations et mettre en place des droits de douane. Ces droits sont des taxes prélevées sur les marchandises qui franchissent la frontière du pays. Ils sont établis selon une autonomie tarifaire ou selon une convention.

### ***② Les restrictions quantitatives***

Elles sont apparues avec la crise des années 1930. Parmi les techniques de restrictions quantitatives, on distingue :

- \* ***Les prohibitions*** : pour certains produits (stupéfiants, alcools dans certains pays islamiques).
- \* ***Les contingentements*** : ils indiquent soit le montant maximale des importations pour une période donnée ; soit la quantité maximale .
- \* ***Les autres barrières non tarifaires*** : les pratiques les plus courantes sont l'établissement de normes de sécurité ; de fabrication ou de pollution imposées aux produits vendus sur un territoire. De plus certaines procédures administratives constituent parfois de vrais freins devant les échanges extérieurs.(voir approfondir pour les nouvelles formes du protectionnisme).

## ***3/ Les avantages du protectionnisme***

Les partisans du protectionnisme n'acceptent pas la contrainte que fait peser l'étranger sur les priorités nationales, en termes d'emploi, de pouvoir d'achat ou de grands équilibres.

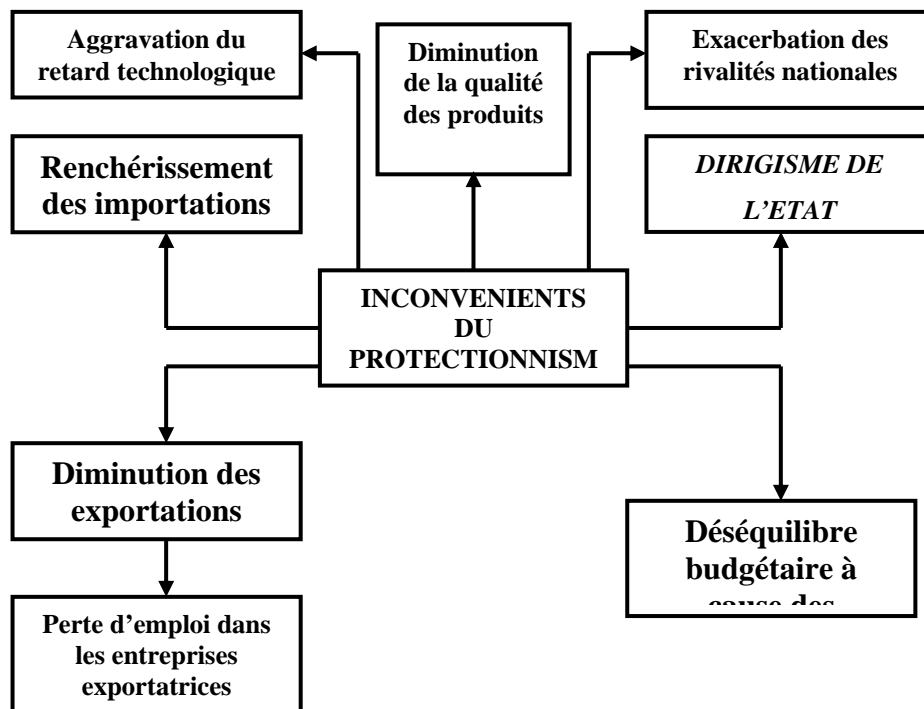
- \* Le protectionnisme supprime la concurrence à l'égard des secteurs menacés, donc protège les emplois de ces secteurs.
- \* Il réduit les dépenses d'importation, donc contribue au redressement de la balance commerciale en dégageant un solde excédentaire qui permet d'accroître la richesse nationale
- \* Il élimine la concurrence déloyale sur des secteurs jeunes n'ayant pas encore intégré le progrès technique.



\*Le protectionnisme permet à des secteurs qui traversent une crise ponctuelle de modernisation, de se redresser.

\* Enfin il permet d'utiliser des mesures de rétorsion à l'égard des pays faisant preuve de protectionnisme.

#### 4/ Les inconvénients du protectionnisme



## SECTION II : LE DEVELOPPEMENT DES ECHANGES INTERNATIONAUX

### A / Historique

- De 1945 à 1974, le commerce mondial s'accroît à un rythme plus rapide que la production (en moyenne 6,5% par an contre 4,5%) à la faveur de la construction de l'Europe et du Japon, de l'ouverture des frontières, du développement des moyens de communication.
- Les chocs pétroliers de 1974 à 1979 marquent un retournement de conjoncture : les pays développés enregistrent des déficits commerciaux ( $M^o > X^o$ ) tandis que la concurrence internationale s'avive.
- En dépit de la montée des pressions et des pratiques protectionnistes, la vitalité des échanges internationaux ne s'est pas démentie au cours de la dernière décennie. Cependant, le début des années 80 marque un léger recul : En fait, le léger ralentissement de la croissance des exportations mondiales peut s'expliquer par la récession qui frappe les économies développées .

- Les échanges n'agissent plus depuis quelque temps comme moteur de l'économie mondiale. Leur faible dynamisme est dû en grande partie au développement de la zone de l'Asie Pacifique (Taiwan, Corée du Sud, Japon, Singapour, Hongkong, Chine) qui prend une part croissante dans le commerce international en devenant le premier partenaire du Nouveau Monde(l'Amérique), mais aussi du Vieux Continent(l'Europe).
- Entre 1980 et 1991, la part des matières premières dans les échanges internationaux a diminué de moitié, parallèlement au reflux des prix du pétrole. Les produits manufacturés ont pris une place croissante et le secteur des machines et du matériel de transport s'est fortement développé. Dans le domaine des services, les Etats-Unis (16,7 % des exportations en 1991) dominent encore le marché où la France occupe la deuxième position (9,4%, 10 milliards de F d'excédents), suivie par l'Allemagne (6,7 %), l'Italie (6,3 %), le Royaume-Uni (5,9 %) et le Japon (4,7 0%).

## *B/ le GATT et L'OMC*

### *1 / le GATT : Objectif et principes*

**Objectif**:Le GATT, ou « general agreement on tariffs and trade », a été signé à Genève en 1947 par 23 membres dont la Tunisie. Il élabore un code de bonne conduite des échanges internationaux et définit les grands principes régissant le commerce international. Son objectif principal est de permettre aux pays adhérents de bénéficier des avantages du libre échange et d'éviter le retour au protectionnisme.

**Principes** : Le GATT repose sur trois principes de base : la non-discrimination ou la clause de la nation la plus favorisée, l'élimination des restrictions quantitatives et l'interdiction du dumping et des subventions à l'exportation.

### *b / L'Uruguay Round et l'OMC*

L'Uruguay Round porte sur les domaines tarifaires et non tarifaires et inclut les services, l'agriculture, la protection de la propriété intellectuelle ainsi que des mesures relatives à l'investissement et liées au commerce.

L'acte, adopté le 15 décembre 1993 à Genève par les 117 pays partie prenante aux négociations, prévoit principalement

- la création d'une Organisation mondiale du commerce (OMC) qui se substituera au GATT.
- le durcissement des mesures anti-dumping.
- la réduction des droits de douane en cinq ans
- la réduction de 21 % du volume des exportations subventionnées.

- le démantèlement de *l'accord multi-fibres* en dix ans.

L'entrée en vigueur de l'accord a été prévue pour le 1er janvier 1995.

L'accord multi-fibres a été conclu en 1974 entre les pays développés et les PVD fixant des quotas d'exportations (par pays et par produit) dans le domaine du textile et de l'habillement. Cet accord visait à protéger les industries du textile des pays développés de la concurrence des pays à bas salaires.

### *C/L'intégration régionale : Entre libre échange et protectionnisme national*

aujourd'hui les échanges s'organisent de plus en plus dans un cadre régional. ***La régionalisation se traduit par des mouvements d'échanges entre pays géographiquement proches.*** Elle résulte le plus souvent d'un processus volontaire d'intégration économique : un groupe de pays décide de former un espace économique à l'intérieur duquel les échanges sont souvent sans entraves. L'intégration régionale passe généralement par cinq étapes :

- ***la zone de libre-échange:*** les pays membres éliminent entre eux les droits de douanes et les restrictions quantitatives à la libre circulation des marchandises; chaque membre conserve, cependant, son propre arsenal de protection vis-à-vis des pays tiers.
- ***l'union douanière:*** elle est plus poussée que la zone de libre-échange, dans la mesure où les partenaires adoptent une politique commerciale, marquée par l'instauration d'un tarif extérieur commun.
- le ***marché commun:*** en plus du tarif extérieur commun, les pays membres éliminent toute entrave aux mouvements de facteurs de production à l'intérieur de l'union.
- ***l'union économique*** comprend, en plus d'un marché commun, une harmonisation des politiques économiques des pays membres .
- ***l'union économique et monétaire*** : constitue la phase ultime de l'intégration avec la création d'une monnaie commune.

L'intégration régionale a commencé à voir le jour depuis les années 60 avec, en premier lieu la CEE (communauté économique européenne) appelée aujourd'hui l'UE (union européenne), puis avec d'autres groupes régionaux tels que l'ALENA (accord conclu entre les Etats unis, le Canada et le Mexique) et le groupe régional des pays de l'Asie de l'est. Même en Afrique, il y a eu

une tentation de constitution d'un groupe régional, l'UMA ( entre la Tunisie, l'Algérie, la Lybie et le Maroc).

La régionalisation est une nouvelle forme d'organisation des échanges internationaux. Elle se base sur le **bilatéralisme**, et se substitut au multilatéralisme, un des fondements de base du libre échange et de l'OMC. L'intégration régionale constitue, en d'autres termes, un **protectionnisme régional**, entre blocs commerciaux.

En effet, elle se traduit par deux effets sur les mouvements internationaux de marchandises :

- **Un effet de création de trafic**, puisque l'abolition des barrières douanières permet aux pays membres de s'approvisionner à un coût moins élevé que chez les pays tiers.
- **Un effet de détournement de trafic**, puisque les pays membres vont substituer à des importations en provenance de pays tiers des importations en provenance de pays membres.

Dans les deux cas, les pays membres du groupe régional, profitent des mouvements de marchandises entre eux mêmes, et ce, au détriment des pays ne faisant pas partie du groupe : Il s'agit d'une sorte de **protectionnisme déguisé**.

C'est, en fait, dans ce cadre, que certains pays en voie de développement(PVD), tentent aujourd'hui d'être un partenaire privilégié pour ces groupes régionaux, dans le but de diminuer des effets pervers de l'intégration régionale sur leur commerce extérieur, surtout s'ils ont déjà signé les accords du GATT ou de l'OMC.(exemple de l'accorde de partenariat entre la Tunisie et l'UE).

## AUTO-EVALUATION

## **CHAPITRE II : LA MESURE DES ECHANGES INTERNATIONAUX**

### **SECTION I : LA BALANCE DES PAIEMENTS**

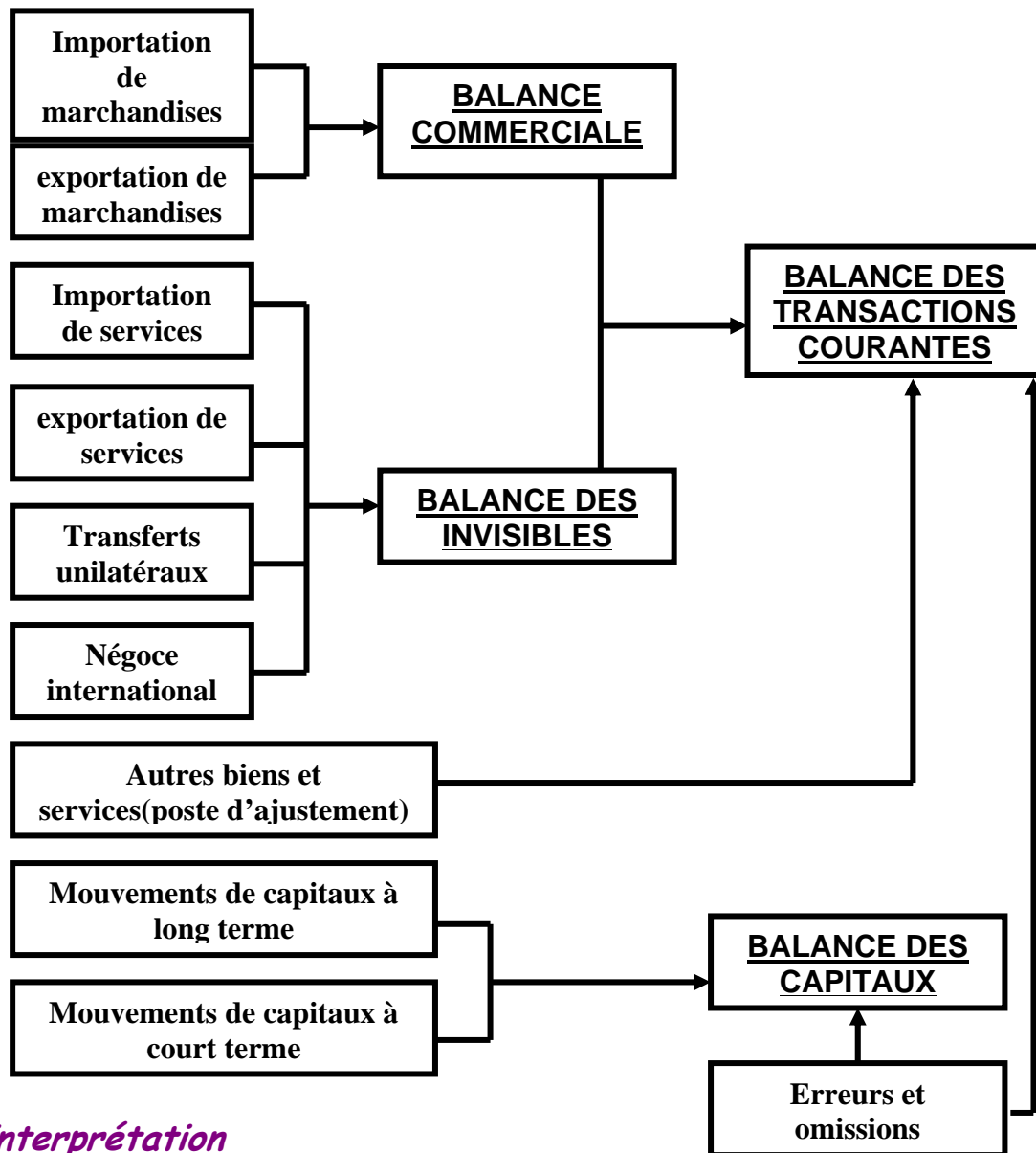
#### **A/ PRESENTATION GENERALE**

Les agents économiques d'un pays réalisent avec l'extérieur des échanges très divers, comptabilisés chaque année dans un document : la balance des paiements.

La Balance des paiements est un compte retraçant les emplois et les ressources se rapportant à une certaine opération économique internationale. La balance des paiements est constituée de deux grandes parties : la balance des transactions courantes et la balance des capitaux.

La balance des transactions courantes se décompose, à son tour, en balance commerciale et balance des invisibles.

Le schéma suivant donne une représentation simplifiée de la structure générale d'une balance de paiement.



## ***B/ Interprétation***

La balance des paiements se décompose en balances partielles. Les différents soldes commerciaux de ces balances informent sur la situation des échanges extérieurs du pays.

Un solde commercial s'obtient en retranchant la valeur des sorties de devises à celle des entrées de devises (exemple : valeur des exportations – valeur des importations).

### ***1/ la balance commerciale***

La balance commerciale permet d'apprécier la capacité de l'industrie et de l'agriculture d'un pays, à accaparer des parts de marchés extérieurs. Un solde commercial positif témoigne ainsi soit de la performance de l'industrie et

de l'agriculture soit de l'efficacité du réseau commercial, puisqu'il sous entend que les exportations de marchandises du pays excèdent ses importations de marchandises.

## *2/ La balance des invisibles*

Cette balance présente les échanges qui ne donnent pas lieu à des mouvements de marchandises : les services (frais de transport, assurances, tourisme...) ; les mouvements de négoce international (exemple : produits achetés par une entreprise Tunisienne en Italie et revendus directement au Canada : ces produits ne franchissent pas la frontière nationale) et les mouvements sans contrepartie (tels que les aides internationales et les transferts d'économies des travailleurs étrangers vers leurs pays d'origine).

## *3/ La balance des transactions courantes*

***La balance des transactions courantes retrace tous les mouvements de biens et services.***

Le solde des transactions courantes revêt une grande importance puisqu'il permet de savoir si une économie vit au dessus de ses moyens ou non, comme il indique la position du pays vis-à-vis du reste du monde (capacité ou besoin de financement).

## *4/ La balance des capitaux*

Un solde positif de la balance des capitaux signifie que le pays emprunte beaucoup à l'étranger ou rapatrie des investissements étrangers .

Au contraire, un solde négatif indique que le pays investit beaucoup à l'étranger.

***Pour que la balance des paiements soit en équilibre, il faudrait que le déficit de la balance des transactions courantes soit couvert par un excédent de la balance des capitaux. Ceci veut dire que le pays s'endette ou accepte des investissements étrangers.***

# **SECTION II : QUELQUES INDICATEURS DU COMMERCE EXTERIEUR**

## *1/ Le taux de couverture*



---

Le taux de couverture s'obtient en effectuant le rapport entre la valeur des exportations et la valeur des importations comptabilisées dans la balance commerciale. Cet indicateur établi, pour un produit, un ensemble de produits ou un pays, révèle dans quelle mesure les exportations règlent les importations.

## *2/ Les termes de l'échange*

Les termes de l'échange permettent d'apprécier l'évolution des conditions dans lesquelles le pays échange ses exportations contre ses importations sur une période donnée.

L'indice des termes de l'échange rapporte le prix des exportations à celui des importations, et on dit que les termes de l'échange s'améliorent dans le temps, si l'on exporte une quantité moindre de marchandises pour se procurer la même quantité de biens importés. Le rapport de prix traduit l'évolution du pouvoir d'achat des exportations.

## **SECTION III : LE TAUX DE CHANGE**

### *A/ Définition*

Le taux de change est le prix auquel s'achète de la monnaie étrangère (devise) en monnaie d'un pays.

**Exemple :** Si 100 Franc Français valent 20 Dinars Tunisien, ou encore, 1 FF vaut 0,2 DT, ce ci veut dire que le taux de change, du franc français au Dinars Tunisien est de  $0,2/1 = 0,2$ , ou encore que le taux de change du Dinars Tunisien en Franc Français est de 5.

Pour avoir un FF, il faut 0,2 DT et pour avoir un DT il faut 5 FF.

### *B/Les variations du taux de change*

Une modification du taux de change a une influence sur le commerce extérieur du pays concerné.

Supposons que le dinars se déprécie, c'est à dire perd de sa valeur vis-à-vis de la devise étrangère, cela se traduit par un renchérissement des importations (il faut plus de dinars pour acheter un même volume de marchandises importées) et une diminution du prix des exportations (les acheteurs étrangers devront dépenser moins de dollars ou de Deutsch Marks pour acquérir un même bien).

Ces mouvements de prix affectent le volume des échanges puisque les consommateurs Tunisiens vont acheter de préférence des produits d'origine

---

nationale au détriment des biens importés devenus plus cher ; tandis que sur les marchés extérieurs, les produits Tunisiens deviennent plus compétitif (à prix moins élevés et donc peuvent combattre les produits concurrents).

Ainsi, une dépréciation (dévaluation) a pour effet d'améliorer l'équilibre de la balance commerciale.

A l'inverse, une appréciation (réévaluation) conduit à une détérioration du solde commerciale.

**AUTO-EVALUATION**

## CHAPITRE III : LA COMPETETIVITE

*La compétitivité est la capacité d'une économie à conquérir des parts du marché mondial en affrontant la concurrence.*

### SECTION I : DE LA COMPETITIVITE- PRIX...

#### *A/ La mesure de la compétitivité- prix\_*

. L'indicateur de la compétitivité- prix est le rapport entre l'évolution des prix des concurrents et celle des prix des produits nationaux. C'est donc une question de prix relatif.

. La compétitivité- prix croit proportionnellement à la valeur de cet indicateur.

#### *B/Les déterminants de la compétitivité- prix*

##### *La compétitivité- prix dépend du coût unitaire*

Pour diminuer le coût unitaire, il faut réaliser des économies d'échelle en augmentant les quantités produites plus proportionnellement que l'augmentation du coût total ce qui réduit le coût unitaire. La productivité joue un grand rôle, des gains de productivité permettent de réduire le coût unitaire .

##### *La compétitivité-prix dépend aussi de facteurs monétaires*

###### ➤ *Le différentiel d'inflation*

L'inflation, est l'augmentation du niveau général des prix. Le différentiel d'inflation . C'est la différence entre le taux d'inflation d'une économie donnée et celui d'une économie concurrente. Il est à l'avantage de l'économie qui réalise le taux d'inflation le plus faible. Plus le taux d'inflation est élevé, moins les prix à l'exportation sont compétitifs, tandis que les prix à l'importation le sont de plus en plus.

###### ➤ *La variation des taux de change*

La dévaluation d'une monnaie permet de diminuer les prix des exportations et de renchérir les prix des importations. C'est aussi que certains pays sont parfois tentés de mener une politique **de dévaluation compétitive**. Toutefois les chances de réussite d'une telle politique sont aléatoires. Elle

pourrait aggraver le problème de l'inflation à l'intérieur du pays, suite à l'augmentation de la demande des produits nationaux. Le souci d'une plus grande productivité, associé à une lutte contre l'inflation doit donc être primordial.

## **SECTION II :...A LA COMPETITIVITE STRUCTURELLE**

### *A/ Les déterminants de la compétitivité structurelle*

#### **La compétitivité- prix n'est pas un déterminant suffisant de la compétitivité :**

La demande internationale peut s'ouvrir à des produits dont les prix ne sont pas obligatoirement les plus compétitifs. Il faut donc tenir compte d'un autre type de compétitivité, la compétitivité structurelle.

Une économie (c'est le cas du Japon), peut réussir à allier une compétitivité structurelle à une compétitivité- prix.

#### **Les déterminants de la compétitivité structurelle :**

- Une spécialisation sur des créneaux porteurs où l'économie dispose d'un avantage en terme de savoir-faire
- Une flexibilité qui assure l'adaptation à la demande mondiale
- Une gamme de produits suffisamment large et cohérente
- Une qualité renommée des produits qui attire la demande
- Des délais de livraison plus courts que ceux de la concurrence
- Un service après-vente de qualité.

### *B/ Grands choix économiques pour la compétitivité*

Une économie développée maîtrise des savoir-faire et une technologie lui permettant d'opérer une spécialisation dans des domaines innovants qui renforce sa compétitivité structurelle, il est dangereux de vouloir concurrencer de telles économie dans leurs domaines.

Il est aussi dangereux de privilégier à court terme la survie des branches d'activité largement concurrencées par des économies bénéficiant de coûts salariaux beaucoup plus faibles (pays en voie de développement).

***Vouloir concurrencer d'autres économies avec les mêmes armes est inutile et dangereux.***

Une politique structurelle est indispensable :

Il s'agit de mener une politique industrielle susceptible de renforcer durablement la compétitivité. Il faut développer des pôles de compétitivité, c'est-à-dire des branches d'activité pour lesquelles le taux de couverture est très élevé. Ceci assure une position favorable de la balance des paiements et peut stimuler l'ensemble de l'activité nationale.

***La compétitivité est aujourd'hui l'objectif prioritaire de toutes les économies nationales, inspirées par les théories libérales. Si, dans la plus part des pays, la compétitivité- prix a été améliorée grâce à certaines mesures , la compétitivité structurelle est encore insuffisante.***

AUTO-EVALUATION

## BIBLIOGRAPHIE

<u>Ouvrage</u>	<u>Auteur</u>	<u>Edition</u>	<u>ISBN</u>
<b>1/</b> Comprendre la mondialisation	• Gérard Lfay	Economica	2 7178 3306 4
<b>2/</b> Crises d'hier, crises d'aujourd'hui	• Bruno Marcel • Jacques Taïeb	NATHAN	2 09 188 963 6
<b>2/</b> Economie générale (terminale STT)	• Jean Marc Esbri • Eric Lambroso • Monique Marsal • Christian Rudelle • André serdeczny	ABC édition Bréal	2 86769 2040
<b>3/</b> Encyclopédie de l'économie et de la gestion	• A. Silem	HACHETTE éducation	2 01 166712 7
<b>4/</b> Macro-économie	• Paul.A.Samuelson • William.D.Nordhaus	Nouveaux horizons	2 7081 1708 4
<b>5/</b> Précis d'économie	• Emmanuel Combe	PUF	2 13 048085 3
<b>6/</b> Précis d'économie	• Daniel martina	NATHAN	2 09 177850 8
<b>7/</b> Théories du chômage	• Patick Artus • Pierre Alain Muet	Economica	2 7178 2769 2

Rapport annuel de la banque centrale de Tunisie de l'an 2000

Sites :

- [www.ins.tn](http://www.ins.tn)
- [www.bct.gov.tn](http://www.bct.gov.tn)